

RAPPORT DE PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2014

Le compte administratif (CA), établi par le maire, rend compte des opérations budgétaires réalisées sur l'année en dépenses et en recettes, au regard des prévisions, et présente les résultats de l'année qui, cumulés au résultat de l'année antérieure, sont repris au budget de l'année suivante. C'est un document de synthèse qui a la même architecture que le budget primitif (chapitres, articles).

Pour rappel, le comptable public établi, de son côté, le **compte de gestion**, document analogue au compte administratif. Ces 2 documents, dont les montants coïncident, sont soumis au vote du conseil municipal avant le 30 juin de l'année suivante. Pour chacun des comptes, le vote concerne l'identité de valeurs entre les deux comptes. Pour le compte administratif, s'ajoute le constat de sa présentation, la sincérité des restes à réaliser, et l'arrêt des résultats définitifs.

Il est établi 1 compte administratif par budget (budget principal, budgets annexes de l'eau et de l'assainissement).

BUDGET PRINCIPAL

I. SECTION DE FONCTIONNEMENT

1) Dépenses de fonctionnement

Elles représentent 18.31 M€ dont 15.97 € de dépenses réelles et 2.34 M€ de dépenses d'ordre (amortissements essentiellement). Le budget est exécuté à 87 % (96.5 % pour les dépenses réelles).

Les dépenses réelles sont en progression de 1.42 % par rapport à 2013.

► Taux d'utilisation des crédits et évolution / 2013

N.B. : Les crédits ouverts correspondent au budget modifié au cours de l'année par décisions modificatives (DM)

	Crédits 2014 ouverts	Crédits 2014 utilisés	% de réalisation	Rappel 2013	Evolution / 2013
Charges à caractère général (011)	4 153 030	3 697 840,95	89,04%	4 008 754,60	-7,76%
Charges de personnel (012)	9 950 000	9 883 409,51	99,33%	9 426 972,18	4,84%
Autres charges de gestion courante (ch 65)	1 466 500	1 425 824,96	97,23%	1 435 485,19	-0,67%
Attenuation de produits (ch 014)	220 400	219 834,00	99,74%	139 792,00	57,26%
Total gestion des services	15 789 930	15 226 909,42	96,43%	15 011 003,97	1,44%
Charges financières (ch 66)	571 000	556 856,20	97,52%	585 413,63	-4,88%
Charges exceptionnelles (ch 67)	152 900	150 974,17	98,74%	156 061,95	-3,26%
Dotations aux provisions (ch 68)	41 194	41 106,41	99,79%	0,00	
Dépenses imprévues (ch 022)	8 806	0,00	0,00%	0,00	
Total dépenses réelles	16 563 830	15 975 846,20	96,45%	15 752 479,55	1,42%
Dépenses d'ordre	4 473 532	2 339 046,29	52,29%	3 917 292,41	-40,29%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	21 037 362	18 314 892,49	87,06%	19 669 771,96	-6,89%

► **Les charges à caractère général** de 3.7M€ (4 M€ en 2013) sont en diminution de **7.8 % par rapport à 2013** (soit -311 000 € / 2013). Ce chapitre, exécuté à 89%, représente 23 % des dépenses réelles (20 % des dépenses totales).

Le poste le plus important est lié à l'entretien / maintenance des bâtiments / voiries-réseaux et matériel qui représente 28 % des dépenses du chapitre (env 1M€).

Le poste énergie + eau est également important (0.66 M€ soit 18 % du chapitre).

Enfin, le poste alimentation représente 11 % du chapitre (0.41M€ dont 77 % pour la restauration scolaire et 11 % pour la petite enfance).

► **Les charges liées au personnel** restent le poste le plus important avec 9.9M€ (54 % des dépenses totales). Ce poste évolue de **+ 4.8 % par rapport à 2013 (dont 61% sont dus à des dépenses obligatoires** (augmentation significative et réglementaire des cotisations sociales, Glissement Vieillesse Technicité, revalorisation indiciaire des agents de catégorie B et C, augmentation de l'assurance statutaire).

A noter toutefois des économies réalisées grâce à un non remplacement d'un congé parental, de 2 remplacements de départs à la retraite par des agents avec moins d'ancienneté et un départ non remplacé.

► **les autres charges de gestion courante**, 1.43 M€, représentent 8.9% des dépenses réelles (7.8 % des dépenses totales). Elles diminuent de 0.7% / 2013.

Le poste le plus important concerne les subventions versées (1.02 M€ soit plus de 71 % du chapitre).

Les subventions aux associations sont en progression de 1.9 % par rapport à 2013.

La commune ne participe plus qu'à 4 structures intercommunales : l'association Isère Drac Romanche (≃ 16 400 €), l'association syndicale de Bresson à St Ismier (≃ 3 300 €), le Parc de Chartreuse (≃ 4 000€) et l'EID pour la démoustication (≃ 24 000 €).

► **Atténuation de produits** : 219 834 € (139 792 € en 2013, soit + de 57%). Il s'agit du prélèvement pour le FPIC (Fonds national de Péréquation Intercommunal et Communal), en progression importante chaque année depuis sa mise en place et qui devrait continuer à monter en puissance jusqu'en 2016.

Ce poste représente 1.4 % des dépenses réelles (1.2 % des dépenses totales).

► **Charges financières** (intérêts des emprunts) : 0.56 M€ soit une petite diminution de 4.9% / 2013 (-28 000€). Ce poste représente 3.5 % des dépenses réelles (3 % des dépenses totales).

► **Les charges exceptionnelles** de 0.15 M€ représentent 0.9% des dépenses réelles (0.8% des dépenses totales). Elles diminuent de 3.3% par rapport à 2013. Le plus important concerne les aides versées (aux activités, aux vacances, bourses...) qui représentent 0.14 M€ soit 94% du chapitre.

► **Les dotations aux provisions** constituent en 2014 une ligne nouvelle d'un montant de 41 k€, mise en place pour se prémunir des risques d'impayés sur des loyers.

► **Les dépenses imprévues** sont un chapitre qui ne donne pas lieu à exécution budgétaire. Les crédits prévus sont transférés, si besoin, vers les autres chapitres par décision modificative.

► **Les dépenses d'ordre** représentent 2.34 M€ soit 12.8 % des dépenses totales.

Ce chapitre est quasi exclusivement composé de la dotation pour amortissements et de quelques dépenses mineures liées aux écritures de cessions.

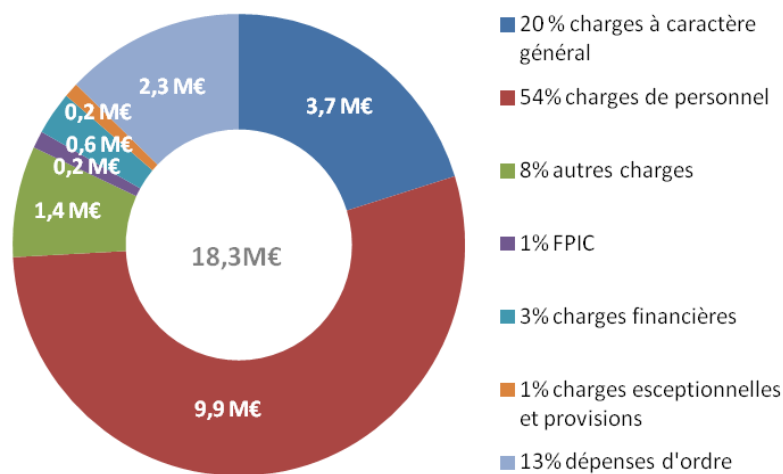
Il a diminué de façon importante / 2013 (-40 % soit -1.6 M€) du fait notamment de la diminution de la dotation aux amortissements qui est passée de 3.7 M€ à 2.3 M€.

Globalement, les dépenses totales de fonctionnement sont en diminution de 6.9% par rapport à 2013 (-1.35 M€) du fait essentiellement de la diminution de la ligne « amortissements ».

Les dépenses réelles progressent moins vite qu'en 2013 : +1.42% (+223 k€ / 2013) contre +4% en 2013 soit +614 k€ / 2012). On note la progression importante du FPIC ; en la neutralisant, les dépenses réelles ne progressent que de 0.9 % soit + 0.14 M€

L'inflation 2014 à prendre en compte est de 0.5 % (0.4% hors tabac). L'évolution globale des dépenses réelles, hors FPIC et hors inflation est de 0.4%

Répartition des dépenses de fonctionnement du CA 2014



2) Recettes de fonctionnement

Elles représentent 19.93 M€ dont 19.9 M€ de recettes réelles. Le budget est exécuté à 95 % 100% pour les seules recettes réelles). Les recettes réelles sont en diminution de 0.6 % par rapport à 2013 (-0.12 M€).

► Taux d'utilisation des crédits et évolution / 2013 :

	Crédits 2014 ouverts	Crédits 2014 utilisés	% de réalisation	Rappel 2013	Evolution / 2013
Atténuation de charges (ch 013)	141 000	157 919,10	112,00%	90 094,90	75,28%
Produits des services, du domaine, ventes diverses (ch 70)	1 357 400	1 364 679,37	100,54%	1 307 107,96	4,40%
Impôts et taxes (ch 73)	15 518 950	15 498 012,66	99,87%	15 606 866,41	-0,70%
Dotations et participations (ch 74)	2 438 000	2 463 299,14	101,04%	2 515 730,35	-2,08%
Autres produits de gestion courante (ch 75)	352 070	342 083,20	97,16%	307 115,74	11,39%
Total recettes de gestion courante	19 807 420	19 825 993,47	100,09%	19 826 915,36	0,00%
Produits financiers (ch 76)	500	410,66	82,13%	436,37	-5,89%
Produits exceptionnels (ch 77)	48 017	73 653,87	153,39%	194 650,59	-62,16%
Total recettes réelles	19 855 937	19 900 058,00	100,22%	20 022 002,32	-0,61%
Recettes d'ordre (dont excédent antérieur)	1 181 425	30 645,27	2,59%	32 758,71	-6,45%
Total recettes de fonctionnement	21 037 362	19 930 703,27	94,74%	20 054 761,03	-0,62%

► Les atténuations de charges : 0.16 M€

Il s'agit essentiellement des remboursements liés aux rémunérations du personnel (arrêts maladie notamment). Les montants sont difficilement prévisibles de façon précise. Ce poste est en forte augmentation / 2013 (+ 68 000€).

► Les produits des services, du domaine et ventes diverses : 1.36 M€, soit 6.9% des recettes réelles. Une progression de +4.4 % / 2013. Le poste le plus important est la redevance familles pour la restauration scolaire et le périscolaire (0.8 M€, soit 58.4% des produits des services). Une progression importante par rapport à 2013 du fait essentiellement des recettes périscolaires liées à la mise en place des nouveaux rythmes scolaires comptées en année pleine (+ 45 000€ / 2013).

Les recettes liées aux services de développement social (petite enfance et portage des repas) représentent 24.8 % du chapitre soit 0.34 M€. Elles sont en diminution de 3.8% / 2013 (soit -13 000€).

► **Le chapitre impôts et taxes** : 15.5 M€, soit 77.9% des recettes réelles (poste le plus important). Il diminue de - 0.7 % / 2013 (-109 000).

La recette la plus importante reste l'attribution de compensation (AC) versée par le Grésivaudan qui représente 9.34 M€ soit 60.3% du chapitre. L'AC est du même montant qu'en 2013.

Les contributions directes (impôts locaux) représentent 32.5 % du chapitre (5 M€). Elles sont en légère progression / 2013 (+94 000€ soit +1.9%) du fait de la revalorisation des bases fiscales par l'Etat (+0.9%) et d'une petite croissance physique des bases. Les taux communaux 2014 étaient inchangés / 2013.

Le Fonds National de Garantie Intercommunale des Ressources (FNGIR lié à la réforme de la Taxe Professionnelle) représente 0.86 M€ soit 5.5 % du chapitre (montant inchangé / 2013).

La recette issue des droits de mutation est en diminution importante par rapport à 2013 (-79 000€ soit -27.6%).

Enfin, la ligne « autres taxes diverses », correspondant à la taxe sur la vente de terrains devenus constructibles, est en diminution / 2013 : elle passe de 139 000€ à 20 000€. Cette recette est aléatoire et difficilement prévisible car elle dépend des transactions foncières.

► **Les dotations et subventions** : 2.46 M€, soit 12.4% des recettes réelles, en diminution de 52 000€ / 2013 soit - 2.08 %.

Le poste le plus important est la Dotation Globale de Fonctionnement – DGF- (0.95 M€) qui représente 38.4% du chapitre. Elle est en diminution importante du fait de la contribution à l'effort de redressement des finances nationales. La DGF représentait 1.12 M€ en 2013, soit une baisse de 176 k€ (-15.7%). On va vers une extinction probable d'ici 2017.

Les subventions versées par la CAF sont le 2^{ème} poste le plus important du chapitre avec 0.79 M€, soit 32% du chapitre. Elles sont en progression / 2013 (+ 60 000€ soit + 8.2%).

La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) représente 0.45 M€, soit 18.4% du chapitre (montant inchangé / 2013).

► **Les autres produits de gestion courante** : 0.34 M€, soit 1.7 % des recettes réelles, concernent les locations de locaux appartenant à la commune (revenu des immeubles), en progression importante de + 11.4 % / 2013 (soit + 35 000 €) du fait essentiellement d'un loyer supplémentaire en zone industrielle.

► **Les produits financiers** : 411€ correspondent aux participations sur les parts sociales que détient la commune. Le montant est pratiquement le même qu'en 2013 (436€).

► **Les produits exceptionnels** : 74 000€, soit 0.4% des recettes réelles, sont en diminution importante / 2013 (-121 000€ soit -62%).

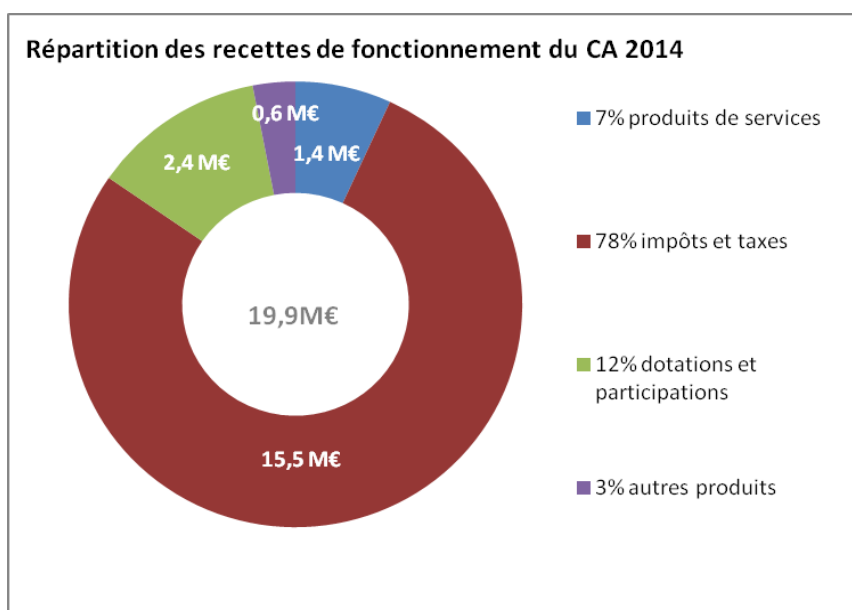
Ce chapitre est fluctuant et difficilement prévisible car il intègre notamment les cessions de biens meubles ou immeubles et les remboursements liés aux sinistres et pénalités sur marchés.

Les cessions sont ainsi passées de 169 000€ en 2013 à 4 000€ en 2014 alors que les pénalités sur marchés sont passées de 2 000€ à 32 000€.

► **Les recettes d'ordre** représentent 30 000€, liés exclusivement aux écritures des travaux en régie. L'excédent antérieur prévu au budget ne donne pas lieu à exécution, d'où un % de réalisation sur ce chapitre de 2.6%.

Globalement les recettes sont en diminution de 0.6 % par rapport à 2013 (-124 000 €, même proportion pour les seules recettes réelles) du fait essentiellement de la baisse de la DGF.

Même si les dépenses réelles n'ont progressé que de 1.4%, cette diminution des recettes est une tendance qui appelle à la vigilance car les dépenses progressent plus vite que les recettes : perspective d'effet ciseau à surveiller.



3) **Résultat de fonctionnement de l'exercice**

Différence dépense / recettes totales : 1 615 810.78€ auxquels s'ajoute l'excédent antérieur reporté (1 150 225.04€) soit un **excédent global de clôture de 2 766 035.82 € dont 900 303.71€ ont été repris au BP 2015 en section de fonctionnement et 1 865 732.11€ ont été affectés en section d'investissement pour couvrir le besoin de financement.**

Pour rappel, le prélèvement (dépense prévue au budget) ne donne pas lieu à exécution, ce qui explique que la section de fonctionnement soit en excédent à la fin de l'année.

4) **Evolution des soldes intermédiaires de gestion**

	K€	2013	2014
Produits de fonctionnement courant		19 827	19 826
- charges de fonctionnement courantes (hors trvx en régie)		15 002	15 196
= EXCEDENT BRUT COURANT		4 825	4 630
+ produits except et financiers (hors cessions)		25	70
- charges except et fin (hors intérêts / dette)		156	192
= EPARGNE DE GESTION		4 694	4 508
- intérêts de la dette		585	557
= EPARGNE BRUTE		4 109	3 951
- capital de la dette		924	938
= EPARGNE NETTE		3 185	3 013

L'épargne nette a diminué de 172 k€ soit -5.4% / 2013.

II. SECTION D'INVESTISSEMENT

1) Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement représentent 11.91 M€ dont 11.88 M € de dépenses réelles. Le budget est réalisé à 85.7 % (et utilisé à 90% avec les restes à réaliser). Les restes à réaliser (0.6 M€) sont des dépenses engagées au 31/12/2014 mais non réalisées à cette date, et reportées en 2015.

Les dépenses réelles sont en diminution de 14.3 % par rapport à 2013 du fait principalement de la diminution en 2014 des lignes d'acquisitions foncières et des subventions d'équipement.

Les travaux représentent 78.3% des dépenses d'équipement (achats, travaux, subventions versées) réalisées en 2014 et 53.3% des dépenses totales. Ils sont en progression de 7% par rapport à 2013.

Le reste des dépenses d'investissement est constitué des dépenses financières, en diminution (remboursement du capital de la dette et reconstitution des lignes de trésorerie).

► Taux d'utilisation des crédits :

	Prévisions	réalisation	taux de réalisation	Restes à réaliser	Total CA	taux d'utilisation
Immob incorporelles (ch 20)	241 542	141 874,43	58,74%	72 225,54	214 099,97	88,64%
Subv d'équipement versées (ch 204)	994 500	496 140,96	49,89%	410 000,00	906 140,96	91,12%
Immob corporelles (achats : ch 21)	1 398 028	1 114 371,71	79,71%	47 801,78	1 162 173,49	83,13%
Immob en cours (travaux : ch 23)	7 389 568	6 333 111,92	85,70%	67 354,70	6 400 466,62	86,61%
Total dépenses d'équipement	10 023 638	8 085 499,02	80,66%	597 382,02	8 682 881,04	86,62%
Emprunts et dettes (ch 16)	3 785 200	3 783 065,96	99,94%	0,00	3 783 065,96	99,94%
Participations (ch 26)	15 050	15 050,00	100,00%	0,00	15 050,00	100,00%
Dépenses imprévues (ch 022)	50 000	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%
Total dép réelles d'investissement	13 873 888	11 883 614,98	85,65%	597 382,02	12 480 997,00	89,96%
Dépenses d'ordre	31 200	30 645,27	98,22%	0,00	30 645,27	98,22%
Total dépenses d'investissement	13 905 088	11 914 260,25	85,68%	597 382,02	12 511 642,27	89,98%

► Evolution / 2013 :

	K€	2013	2014	Evolution /2013
Immob incorporelles (ch 20)		165	142	-13,94%
Subv d'équipement versées (ch 204)		709	496	-30,04%
Immob corporelles (achats : ch 21)		3 055	1 114	-63,54%
Immob en cours (travaux : ch 23)		5 915	6 333	7,07%
Total dépenses d'équipement		9 844	8 085	-17,87%
Emprunts et dettes (ch 16)		4 021	3 783	-5,92%
Participations et créances rattachées (ch 26)		0	15	
Dépenses imprévues (ch 020)		0	0	
Total dép réelles d'investissement		13 865	11 883	-14,29%
Dépenses d'ordre		104	31	-70,19%
Total dépenses d'investissement		13 969	11 914	-14,71%

► **Immobilisations incorporelles** (frais d'études, achats de logiciels, documents d'urbanisme) : **0.14 M€ réalisés**. Prévision exécutée à 58.7%, mais utilisée à 88.6% avec les restes à réaliser (RAR). Ce chapitre représente 1.2 % des dépenses réelles et 1.8% des dépenses d'équipement.

Il s'est agi principalement de frais d'études (70 % du chapitre) pour le quartier durable et d'achats de logiciels.

► **Subventions d'équipement versées : 0.5 M€** soit une réalisation de 49.9% (mais de 91.1% avec les RAR). Le taux de réalisation est peu élevé du fait du non versement de la participation pour les tennis couverts de Bernin (0.41 M€), qui restent inscrits en RAR, mais ne figureront plus au BP 2015. Ce chapitre représente 4.2% des dépenses réelles et 6% des dépenses d'équipement. Les subventions versées en 2014 concernent uniquement les bailleurs sociaux dans le cadre de projets nouveaux ou de réhabilitations (solde réhabilitation Charmanches et opération Clos Masson, participations Villa Victoria et travaux la Canopée)

► **Immobilisations corporelles (achats) : 1.11 M€ / prévision de 1.4 M€**, soit 79.7% de réalisé (avec RAR, utilisé à 83.1%). Ce chapitre représente 9.4 % des dépenses réelles et 13.8% des dépenses d'équipement. Il a diminué de 64 % en 2014 par rapport à 2013 du fait d'importants achats fonciers réalisés en 2013.

Les plus gros postes sont :

- Equipement de la Médiathèque : 0.44 M€ (Mobilier, Informatique, Fonds documentaire) soit 40% du chapitre.
- Achats de véhicules aux espaces verts et à la voirie : 0.25 M€ (Mule agricole, 2 tondeuses autoportées, balayeuse) soit 23 % du chapitre.

Le reste des dépenses concerne les achats de mobilier et de matériel divers du CTM et des services (notamment pour les écoles et les multi-accueils).

► **Immobilisations en cours (travaux) : 6.33 M€ / prévision de 7.39 M€**, soit 85.7% de réalisé (utilisé à 86.6%). Ce chapitre représente 53.3 % des dépenses réelles et 78.3% des dépenses d'équipement : 85 % pour les travaux de bâtiments et 15% pour les travaux de voirie et réseaux.

Le chapitre travaux a légèrement augmenté par rapport à 2013 : +0.42 M€ soit + 7 %, restant à un niveau élevé du fait de la poursuite des gros projets en cours de réalisation.

Au total, les dépenses d'équipement (achats + travaux + subventions) s'élèvent à 8.09 M€, soit 68 % des dépenses réelles d'investissement.

► **Emprunts et dettes : 3.78 M€** (dont 2.84 M€ neutres).

Ce chapitre représente 32 % des dépenses réelles dont 7.9 % pour le seul **remboursement du capital des emprunts (0.94 M€)**, le reste étant la reconstitution des lignes de trésorerie pour 2.84 M€ (cette ligne est neutre budgétairement car la même somme est réalisée en recettes).

Au 31/12/2014 l'encours de la dette (8 emprunts) est de 14.54 M€

L'annuité 2014 (intérêts + capital) a représenté 1.5 M€ soit un taux d'endettement de 7.6 %.

► **Autres dépenses financières : 15k€** soit réalisation à 23.1%.

Ces différents chapitres (26 et 020) représentent 0.1 % des dépenses réelles. Le faible taux d'exécution s'explique par le fait que les crédits inscrits en dépenses imprévues (50 k€) n'ont pas donné lieu à exécution. La seule dépense enregistrée concerne des achats de parts sociales auprès de Isère Aménagement et de la Sergadi lors de la modification de ses statuts (transformation en Société Publique Locale).

Les dépenses financières sont en légère diminution par rapport à 2013, en raison de la diminution progressive de la reconstitution des lignes de trésorerie (ligne neutre expliquée ci-dessus).

► **Les opérations d'ordre (sans décaissement)** représentent 30 k€ soit 0.3 % des dépenses totales et concernent uniquement les travaux en régie (réalisés par le personnel communal).

► **Zoom sur les AP/CP :**

Crédits de paiement réalisés : 6.36 M€ soit 90,5 % des CP prévus (7.03 M€). L'exécution est meilleure qu'en 2013 (78%).

Les AP/CP représentent 78.4 % des dépenses d'équipement réalisées (y compris travaux en régie).

- AP1 (amélioration énergétique) : 0.83 M€ (réalisé 95.3%).
- AP2 (soutien à l'habitat social) : 0.17 M€ (réalisé 66.1%).

- AP4 (réhab. ex-MFR et abords) : 1.1 M€ (réalisé 83%).
- AP5 (médiathèque et abords) : 1.65 M€ (réalisé 92.1%).
- AP6 (salle festive) : 1.76 M€ (réalisé 97.9%).
- AP7 (accessibilité) : 0.36 M€ (réalisé 86.9%).
- AP8 (sécurisation des bâtiments) : 0.02 M€ (réalisé 67.5%).
- AP9 (sécurisation torrents et ruisseaux) : 0.01 M€ (réalisé 19.1%).
- AP10 (parc Jean-Claude Paturel) : 0.19 M€ (réalisé 92.9%).
- AP11 (aménagement de voiries et réseaux) : 0.24 M€ (réalisé 96.9%).
- AP12 (digues pare-éboulis) : 0.1 M€ (réalisé 69.9%).

Les crédits de paiement non utilisés en 2014 ont basculé vers 2015.

Les AP/CP ont fait l'objet d'une révision à l'occasion du vote du BP 2015 pour intégrer ces glissements et modifier les crédits de paiement existants si nécessaire. Ils ont également fait l'objet d'une modification lors de la DM (décision modificative du budget) passée en novembre 2014.

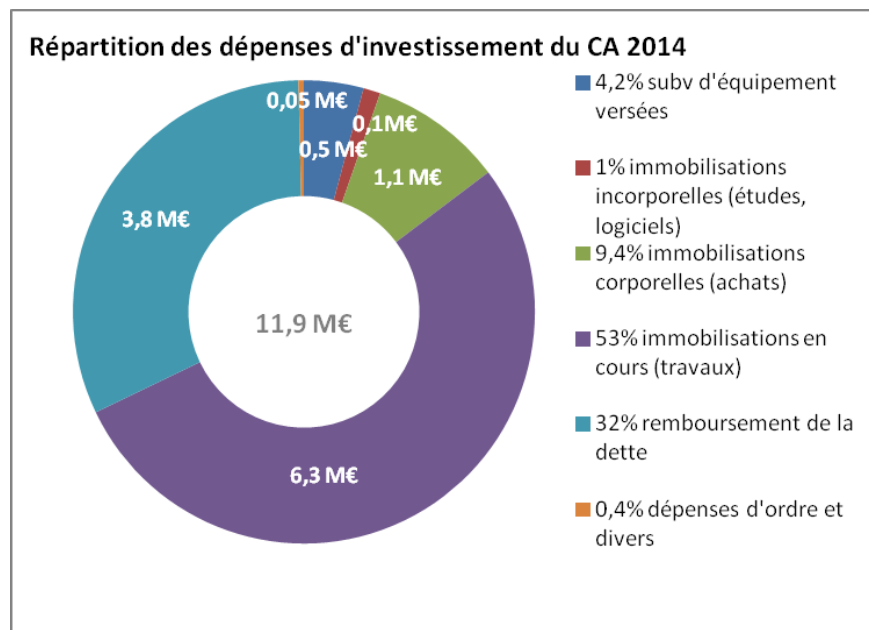
► **Les reports** de dépenses, hormis la subvention pour les tennis couverts de Bernin (0.41 M€), annulée ensuite par le budget primitif 2015, concernent diverses natures de dépenses (travaux, acquisitions foncières, études et logiciels).

Globalement, les dépenses totales d'investissement ont diminué de 14.7 % par rapport à 2013 (en lien avec les acquisitions foncières effectuées en 2013 et les subventions versées).

La part des travaux a augmenté en valeur et en pourcentage dans les dépenses d'investissement traduisant la poursuite des gros projets engagés.

Par ailleurs, le taux de réalisation des dépenses est en nette augmentation par rapport à 2013 (+9 points).

Avec la prise en compte des restes à réaliser, le budget est utilisé à 90 % (+11 points par rapport à 2013).



2) Recettes d'investissement

Elles représentent 9.57 M€ dont 7.23 M€ de recettes réelles (hors opérations d'ordre de 2.34 M€ : amortissements et cessions).

Prévision réalisée à 68.8 % (82.6 % pour les seules recettes réelles), du fait de l'utilisation partielle sur 2014 de la ligne prévue pour la déconsignation, des restes à réaliser sur les subventions attendues et du fait que le prélèvement et l'excédent prévus ne donnent pas lieu à réalisation.

Les recettes d'équipement sont cependant exécutées à 88 % et utilisées à 98% (avec les reports).

Sur les 7.23 M€ de recettes réelles :

- 0.65 M€ concernent des subventions
- 0.69 M€ concernent les dotations (FCTVA et TLE / taxe d'aménagement)
- 2.84 M€ concernent la reconstitution de la ligne de trésorerie (neutre budgétairement, même somme réalisée en dépenses)
- 3 M€ concernent la déconsignation partielle de l'emprunt placé à la CDC
- 0.05 M€ concernent des remboursements divers (avances sur travaux notamment).

► Taux d'utilisation des crédits :

	Prévisions	réalisation	taux de réalisation	Restes à réaliser	Total CA	Taux d'utilisation
Subv d'investissement (ch 13)	1 070 656	649 187,50	60,63%	399 248,00	1 048 435,50	97,92%
Emprunts et dettes (ch 16 hors 165)	2 842 400	2 842 400,00	100,00%		2 842 400,00	100,00%
Rembt / subv versées (ch 204)	0	0,00			0,00	
Immob corporelles (ch 21)	0	130,85			130,85	
Immob en cours (ch 23)	95 315	45 314,65	47,54%		45 314,65	47,54%
Total recettes d'équipement	4 008 371	3 537 033,00	88,24%	399 248,00	3 936 281,00	98,20%
Dotations, fonds, réserves (ch 10)	715 000	688 688,21	96,32%		688 688,21	
Dépôts et cautionnements (165)	5 000	1 572,68	31,45%		1 572,68	31,45%
Autres immob financières (ch 27)	4 016 980	3 000 000,00	74,68%		3 000 000,00	74,68%
Produit des cessions (ch 024)	5 883	0,00	0,00%		0,00	
Total recettes financières	4 742 863	3 690 260,89	77,81%	0,00	3 690 260,89	77,81%
Total rec réelles d'investissement	8 751 234	7 227 293,89	82,59%	399 248,00	7 626 541,89	87,15%
Recettes d'ordre	5 153 854	2 339 046,29	45,38%	0,00	2 339 046,29	45,38%
Total recettes d'investissement	13 905 088	9 566 340,18	68,80%	399 248,00	9 965 588,18	71,67%

► Evolution / 2013 :

	K€	2013	2014	Evolution / 2013
Subv d'équipement reçues (ch 13)		641	649	1,25%
Remboursement / subv d'équipement versées (ch 204)		14	0	
Emprunts et dettes (ch 16 hors 165)		3 093	2 843	-8,08%
Immob corporelles (ch 21)		16	0	
Immob en cours (ch 23)		21	45	
Total recettes d'équipement		3 785	3 537	-6,55%
Dotations, fonds, réserves (ch 10)		1 190	689	-42,10%
Dépôts et cautionnements (165)		4	1	-75,00%
Autres immob. financières (ch 27)		0	3 000	
Total recettes financières		1 194	3 690	209,05%
Total recettes réelles		4 979	7 227	45,15%
Recettes d'ordre		3989	2 339	-41,36%
Total recettes d'investissement		8 968	9 566	6,67%

► **Subventions d'investissement : 0.65 M€** / prévision de 1.07 M€, réalisation à 60.6 % (utilisé à 98%). L'essentiel des subventions versées concerne la médiathèque pour 0.62 M€ (DRAC et Conseil général). Le reste concerne l'acompte pour les logements sociaux du projet Villa Victoria (0.3 M€) soutenu par la communauté de communes du Grésivaudan.

► **Emprunts et dettes : 2.84 M€** correspondant à la reconstitution de la ligne de trésorerie, neutre budgétairement (même somme prévue en dépenses).

► **Immobilisations en cours (travaux) : 45k €** (remboursement d'avances aux entreprises sur certains marchés de travaux).

Les recettes d'équipement s'élèvent à 3.54 M€ / prévision de 4.01 M€, soit 88.2 % de réalisation et 98.2% de taux d'utilisation.

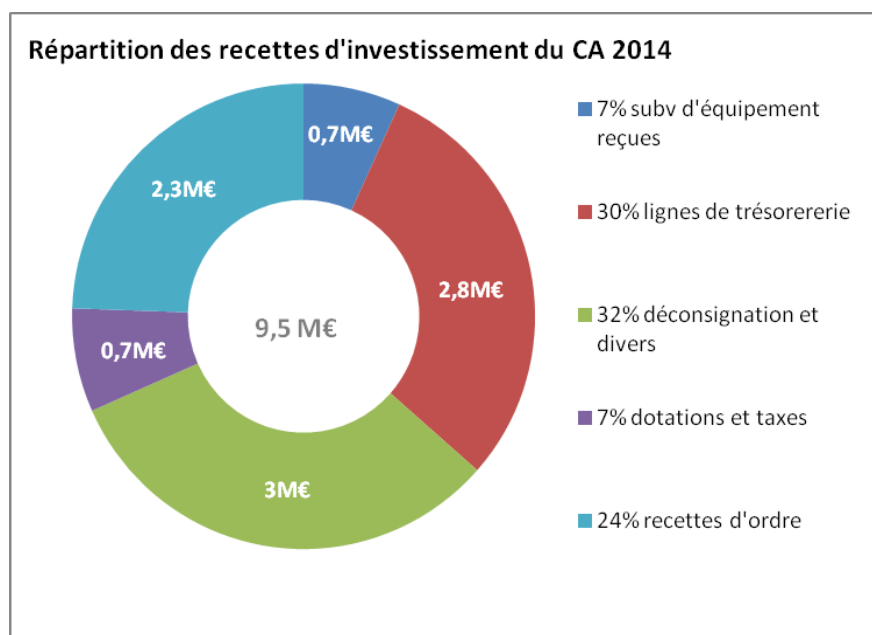
► **Dotations, fonds divers et réserves : 689k€** / prévision de 715k€; réalisation à 96.3 %. Il s'agit essentiellement du remboursement de la TVA (FCTVA) pour 579€ soit 84 % du chapitre. Les taxes d'urbanisme représentent 110 k€.

► **Autres immobilisations financières : 3 M€** / prévision de 4.01 M€; réalisation à 74.7 %, car déconsignation seulement partielle de l'emprunt consigné à la Caisse des dépôts et consignation, liée à l'avancement des travaux. Il reste 4.9 M€ encore consignés.

► **Produit des cessions : la prévision de 10 k€ ne donne pas lieu à réalisation sur ce chapitre.** Les cessions ont été encaissées en section de fonctionnement (chapitre 77) pour 4k€.

► **Les opérations d'ordre (sans décaissement) : 2.34 M€** soit 24 % des recettes-totales. Elles concernent quasi exclusivement les amortissements (2.34 M€) et quelques régularisations comptables (4k € pour les écritures de cessions).

Globalement, les recettes d'investissement ont augmenté de 6.7% (45.2% pour les seules recettes réelles) ; évolution due à la déconsignation de 3 M€ réalisée en 2014 et à la diminution progressive des amortissements des subventions économiques (recettes d'ordre : - 41%). Le taux d'exécution global (68.8%) s'explique par le fait que l'excédent antérieur et le prélèvement (recettes prévues au budget) ne donnent pas lieu à réalisation. Les recettes réelles sont quant à elles exécutées à 82.6 % (87 % du budget est utilisé avec les reports).



3) **Résultat d'investissement de l'exercice**

Différence recettes/dépenses totales : -2 347 920.07 € auxquels s'ajoute l'excédent antérieur reporté (680 321.98) soit un **résultat global de clôture de -1 667 598.09 €** repris au BP 2015.

Le déficit de l'année est normal et s'explique par le fait que l'excédent antérieur en investissement utilisé pour financer les dépenses 2014 et le prélèvement provenant de la section de fonctionnement ne donnent pas lieu à écritures comptables.

Le déficit de 2014 et le solde des restes à réaliser reportés en 2015 (198 134.02 €) sont financés par une affectation partielle de l'excédent de fonctionnement 2014 prévu au budget primitif 2015, affectation à hauteur de 1 865 732.11 €

III. RATIOS 2014

Pour la strate de 5 000 à 10 000 habitants, les derniers ratios officiels connus concernent le compte de gestion 2013.

En €/ hab	Crolles 8 669 hab)	Strate 5 000 à 10 000 hab
Dépenses réelles de fonctionnement / hab	1 839	957
Produit des impositions directes / hab	580	473
Recettes réelles de fonctionnement / hab	2 295	1 206
Dépenses d'équipement brut / hab	879	344
En-cours de la dette / hab	1 677	932
Dotations globales de fonctionnement / hab	109	221

BUDGETS ANNEXES

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

I. SECTION DE FONCTIONNEMENT

1) **Dépenses** 39k€, constituées exclusivement de dépenses d'ordre (amortissements).

	Crédits 2014 ouverts	Crédits 2014 utilisés	% de réalisation	Rappel 2013	Evolution / 2013
Dépenses d'ordre	566 444	39 405,76	6,96%	39 310,46	0,24%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	566 444	39 405,76	6,96%	39 310,46	0,24%

La gestion du service public de l'eau est assurée par la SPL Sergadi dans le cadre d'un contrat de délégation de service public.

De ce fait, le budget annexe de l'eau ne contient aucune dépense d'exploitation. Les seules dépenses de fonctionnement sont les dotations aux amortissements à hauteur de 39 k€.

2) Recettes 163k€ constituées exclusivement de recettes réelles exécutées à 96 %.

	Crédits 2014 ouverts	Crédits 2014 utilisés	% de réalisation	Rappel 2013	Evolution 2013
Produits des services, du domaine et ventes diverses (ch 70)	170 000	163 052,35	95,91%	170 663,85	-4,46%
Total recettes réelles	170 000	163 052,35	95,91%	170 663,85	-4,46%
Recettes d'ordre	396 444	0,00	0,00%	0,00	0,00%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	566 444	163 052,35	28,79%	170 663,85	-4,46%

Les recettes de fonctionnement comprennent uniquement la redevance communale payée par les usagers (163 052€ en 2014 contre 170 664€ en 2013, soit -4.5%). Cette diminution correspond à une petite baisse des volumes vendus.

Le tarif communal reste inchangé à 0.05 €/m³ depuis juillet 2011.

Les autres recettes : achat d'eau, redevances et taxes sont collectées et comptabilisées directement par le délégataire.

L'exécution globale des crédits ouverts n'est que de 28.8% du fait que l'excédent (recette prévue au budget) ne donne pas lieu à exécution. Les recettes réelles sont quant à elles exécutées à 95.9%.

3) Résultat de fonctionnement de l'exercice

Différence recettes / dépenses totales : 123 646.59€ auxquels s'ajoute l'excédent antérieur reporté (396 444.34€) soit un **excédent global de clôture de 520 090.93€ dont 387 718.22€ ont été repris au BP 2015 en section de fonctionnement et 132 372.71€ ont été affectés en section d'investissement pour couvrir le besoin de financement..**

II. SECTION D'INVESTISSEMENT

1) Dépenses 1.25 M€ constitués quasi exclusivement de dépenses réelles. Réalisation à 53.5 % (2.34M€ prévus) car la provision budgétaire prévue pour la réalisation d'un réservoir n'a été utilisée que partiellement en 2014 (1.2 M€ / 1.7 M€ inscrits ; le reste est différé à 2015). Le budget est néanmoins utilisé à plus de 80% en tenant compte des restes à réaliser (RAR).

	Crédits 2014 ouverts	Réalisé	% de réalisation	Evolution / 2013	Réalisé avec RAR	% d'utilisation
Immobilisations en cours (travaux - ch 23)	601 444	58 592,73	9,74%	1185,24%	172 525,58	28,69%
Dotations, fonds et réserves (réservoir - ch 10)	1 700 000	1 190 000,00	70,00%		1 700 000,00	100,00%
Total dépenses réelles	2 301 444	1 248 592,73	54,25%	27287,97%	1 872 525,58	81,36%
Dépenses d'ordre	35 000	747,11	2,13%		747,11	2,13%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 336 444	1 249 339,84	53,47%	27304,35%	1 873 272,69	80,18%

Les dépenses d'investissement correspondent essentiellement à des travaux d'installation d'un débitmètre sur un réservoir et des travaux de maillage du réseau rue Jean Vilar.

Pour rappel, les travaux d'extension ou de modification, et ceux non compris dans les travaux de la délégation de service public, restent à la charge du budget annexe de l'eau.

Les dépenses d'ordre (747€) concernant des opérations liées à la TVA.

2) Recettes 538 k€ soit un budget exécuté à 23% (93.6% pour les recettes réelles).

	Crédits 2014 ouverts	Crédits 2014 utilisés	% de réalisation	Evolution / 2013
Dotations, fonds et réserves (affectation - Ch 10)	496 750	496 750,21	100,00%	
Autres immobilisations financières (TVA - Ch 27)	35 000	747,11	2,13%	
Total recettes réelles	531 750	497 497,32	93,56%	
Recettes d'ordre	1 804 694	40 152,87	2,22%	2,14%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	2 336 444	537 650,19	23,01%	1267,70%

Ces recettes proviennent quasi exclusivement de l'affectation de l'excédent de fonctionnement (497 k€) et des amortissements (≈ 40 k€). Les recettes réelles sont exécutées à 93.6%.

Les recettes d'ordre intègrent l'excédent d'investissement antérieur (1.2 M€) et le prélèvement (526 k€), qui ne donnent pas lieu à exécution, d'où le faible taux d'exécution global (23%).

3) Résultat d'investissement de l'exercice

Différence recettes/dépenses totales) : -711 689.65 € auxquels s'ajoute l'excédent antérieur reporté (1 203 249.79 €) soit un **excédent global de clôture de 491 560.14€ repris au BP 2015.**

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Le service public de l'assainissement est en régie communale.

I. SECTION DE FONCTIONNEMENT

1) Dépenses 681 k€ dont 564 k€ de dépenses réelles et 117 k€ de dépenses d'ordre (exclusivement des amortissements). La prévision est exécutée à 83 % globalement (94.7 % pour les seules dépenses réelles). Les dépenses globales sont stables (+0.28%), les dépenses réelles diminuent de 0.60%.

	Crédits 2014 ouverts	Crédits 2014 utilisés	% de réalisation	Rappel 2013	Evolution / 2013
Charges à caractère général (011)	85 000	84 844,70	99,82%	77 819,16	9,03%
Autres charges de gestion courante (ch 65)	510 000	479 467,18	94,01%	489 925,63	-2,13%
Total gestion des services	595 000	564 311,88	94,84%	567 744,79	-0,60%
Charges exceptionnelles (ch 67)	1 000	0,00	0,00%		
Total dépenses réelles	596 000	564 311,88	94,68%	567 744,79	-0,60%
Dépenses d'ordre	223 635	116 585,93	52,13%	111 247,98	4,80%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	819 635	680 897,81	83,07%	678 992,77	0,28%

► **Les charges à caractère général** concernent le réseau d'assainissement communal, à savoir la maintenance, l'électricité et les frais nécessaires à l'entretien des canalisations et des stations de relevage. Elles représentent 85 k€ soit 15 % des dépenses réelles. Ce chapitre progresse de 9% par rapport à 2013 (soit +7 000€) notamment sur la ligne « entretien du réseau » qui a connu un plus grand nombre d'interventions en 2014.

Ce chapitre comprend également les frais de quittance des factures d'assainissement par la SERGADI (env 7 000€/ an).

► **Les autres charges de gestion courante** sont constituées des reversements au Syndicat Intercommunal pour l'Egout Collecteur (SIEC) pour Aquapole (339 k€) et de la participation au budget du SIEC pour 140 k€ (respectivement 60 % et 25 % des dépenses réelles réalisées). La part Aquapole est neutre budgétairement car il s'agit du reversement des redevances encaissées pour le compte de la Metro et SDA dans le cadre de la facturation aux usagers pour la station d'épuration intercommunale du Fontanil (même montant en recettes soit 339 k€). Le reversement au titre d'Aquapole augmente de 9 000€/ 2013 du fait de l'évolution des tarifs appliqués.

La participation au budget du SIEC (141 k€) couvre les frais de gestion de l'égout collecteur intercommunal qui relie le réseau d'assainissement de Crolles à celui de la Métro. Elle est en diminution de 11.9% par rapport à 2013 (160 k€).

Ce chapitre a diminué de 2.1% par rapport à 2013 du fait notamment de cette diminution de la participation au budget du SIEC.

► **Les dépenses réelles** diminuent légèrement (-0.6% soit – 3 400€).

► **Les dépenses d'ordre** concernent exclusivement les dotations aux amortissements de travaux en légère progression.

2) **Recettes** 606 k€ dont 567 k€ de recettes réelles et 39 k€ de recettes d'ordre (exclusivement des amortissements de subventions). Les recettes réelles ont été réalisées à 81.3 %. Elles sont en diminution de 2% (soit – 11 000€).

	Crédits 2014 ouverts	Crédits 2014 utilisés	% de réalisation	Rappel 2013	Evolution / 2013
Produits des services, du domaine et ventes diverses (ch 70)	691 500	560 564,00	81,06%	564 472,89	-0,69%
Autres produits de gestion courante (ch 75)	6 500	6 694,28	102,99%	7 519,79	-10,98%
Total gestion des services	698 000	567 258,28	81,27%	571 992,68	-0,83%
Produits exceptionnels (ch 77)	0	0,00	0,00%	6 628,72	
Total recettes réelles	698 000	567 258,28	81,27%	578 621,40	-1,96%
Recettes d'ordre	121 635	38 759,39	31,87%	38 759,39	0,00%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	819 635	606 017,67	73,94%	617 380,79	-1,84%

► **Les produits des services** comprennent essentiellement la redevance communale d'assainissement (201 k€) et les redevances reversées à Aquapole (339 k€ comme pour les dépenses reversées).

La redevance communale est assez stable (de 199 653€ en 2013 à 201 329€ en 2014). Pour rappel, le tarif communal est inchangé à 0.405€ depuis juillet 2011.

Ce chapitre comprend également les recettes de raccordement (PAC : participation à l'assainissement collectif) qui sont en diminution (de 33 000 € en 2013 à 20 000€ en 2014, soit -39 %). Ces recettes dépendent fortement des nouveaux raccordements et sont donc difficilement prévisibles.

La redevance d'assainissement non collectif a représenté 420€ en 2014 (2 240€ en 2013).

Ce chapitre est assez stable, il diminue de 0.7% globalement soit -4 000€.

► **Les autres produits de gestion courante** sont constitués des recettes de la facturation effectuée pour le compte du SIEC et de la Métro (env 6 700€).

► **Les recettes d'ordre** concernent exclusivement des amortissements de subventions (même montant qu'en 2013).

3) **Résultat de fonctionnement de l'exercice**

Différence recettes/dépenses totales) : -74 880.14 € qui vient diminuer l'excédent antérieur reporté (82 835.33 €) pour donner un **excédent global de clôture de 7 955.19€** repris au BP 2015.

4) SECTION D'INVESTISSEMENT :

- 1) **Dépenses** 111 k€ dont 72 k€ de dépenses réelles et 39 k€ de dépenses d'ordre (exclusivement des amortissements de subventions). Le budget est exécuté à 29.6% (35.4 % pour les seules dépenses réelles). En tenant compte des reports, les dépenses réelles sont néanmoins exécutées à plus de 54%. Elles sont en diminution importante du fait d'une moindre réalisation de travaux.

	Crédits 2014 ouverts	Crédits 2014 utilisés	% de réalisation	Evolution / 2013	Réalisé avec RAR	% d'utilisation
Immobilisations en cours (travaux - ch 23)	204 835	72 416,00	35,35%	-64,94%	111 438,06	54,40%
Total dépenses réelles	204 835	72 416,00	35,35%	-64,94%	111 438,06	54,40%
Dépenses d'ordre	170 684	38 759,39	22,71%	0,00%	38 759,39	22,71%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	375 519	111 175,39	29,61%	-54,68%	150 197,45	40,00%

► **Les dépenses réelles d'investissement** sont composées exclusivement de travaux, soit 72 k€. La poursuite et fin de l'APCP relative au passage en assainissement collectif de la rue de Mayard constitue le poste de dépenses principal en 2014 avec 64 k€.

► **Les dépenses d'ordre** concernent exclusivement les amortissements de subventions (même montant qu'en 2013).

- 2) **Recettes** 289 k€ dont 173 k€ de recettes réelles et 116 k€ de recettes d'ordre (exclusivement des amortissements). Les recettes sont exécutées à 77% (113.7% pour les seules recettes réelles). Elles sont en augmentation importante par rapport à 2013 du fait d'une affectation plus importante.

	Crédits 2014 ouverts	Crédits 2014 utilisés	% de réalisation	Rappel 2013	Evolution / 2013
Dotations, fonds et réserves (ch 10)	151 884	172 701,08	113,71%	28 800,44	499,65%
Total recettes réelles	151 884	172 701,08	113,71%	28 800,44	499,65%
Recettes d'ordre	223 635	116 585,93	52,13%	111 247,98	4,80%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	375 519	289 287,01	77,04%	140 048,42	106,56%

► Les recettes réelles proviennent principalement de l'affectation de l'excédent de fonctionnement (repris en section d'investissement pour financer le besoin de financement) pour 132 k€ et du remboursement de la TVA pour 41 k€. L'évolution importante de ce chapitre est notamment expliquée par le fait que l'affectation est plus importante qu'en 2013 (132 k€ en 2014 et 29 k€ en 2013).

► Les recettes d'ordre concernent exclusivement les dotations aux amortissements de travaux.

Globalement les recettes augmentent de 106.6 % du fait de l'affectation plus importante.

Les recettes d'ordre ne sont exécutées qu'à 52% du fait que le prélèvement (recette prévue au budget pour 107 k€) ne donne pas lieu à réalisation.

3) **Résultat d'investissement de l'exercice**

Différence recettes/dépenses totales) : 178 111.62 € auxquels s'ajoute le résultat de clôture précédent (-131 884.08 €) soit un **résultat de clôture 2014 de 46 227.54 €** repris au BP 2015.